

RÉPUBLIQUE FRANCAISE
DÉPARTEMENT DE VAUCLUSE

COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION
VENTOUX-COMTAT VENAISIN
84200 CARPENTRAS

L'an deux mille vingt-quatre et le huit avril, le conseil de communauté, régulièrement convoqué par sa Présidente dans les délais légaux, a été appelé à délibérer sur les questions suivantes.

EXTRAIT DU REGISTRE
DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL DE
COMMUNAUTÉ

SÉANCE DU
8 avril 2024

Date de convocation : 26 mars 2024

Mise en ligne le : 2 avril 2024

Nombre de conseillers : 60

Nombre de présents : 46 (jusqu'à la délibération n°47-28) ; 47 (à partir de la délibération n°48-28)

Nombre de votants : 56

Nombre d'absents : 4

PRÉSENTS : **Aubignan :** Siegfried BIELLE - Laurence BADEI - Frédéric FRIZET - Marie THOMAS de MALEVILLE **Beaumes de Venise :** Jérôme BOULETIN **Bédoin :** Alain CONSTANT - Dominique VISSECCQ **Caromb :** Valérie MICHELIER - Olivier METZGER **Carpentras :** Serge ANDRIEU - Yvette GUIOU - Jacqueline BOUYAC - Franck DUPAS - Jaouad ZIATI - Caroline BALAS - Victorine SURTEL - Bernard BOSSAN - Joël BOTREAU - Laurence BOSSERAI - Jean-Pierre CAVIN - Claudine MORA - Bertrand de LA CHESNAIS - Christiane MORIN-FAVROT - Catherine RIMBERT - Jean-Marc ISSARTIER **Crillon le Brave :** Guy GIRARD **Flassan :** Michel JOUVE **Gigondas :** Michel MEFFRE **Lafare :** Philippe SOARD **La Roque Alric :** José LINHARES **La Roque sur Pernes :** Philippe DELEBECQUE **Le Barroux :** Bernard MONNET **Loriol du Comtat :** Gérard BORGIO - Brigitte MATHIEU **Malaucène :** Frédéric TENON - Chantal MOCZADLO **Mazan :** Louis BONNET - Bruno GANDON **Modène :** Norbert LEPATRE **Saint Didier :** Gilles VÈVE **Saint Pierre de Vassols :** Sandrine RAYMOND **Saint Hippolyte le Graveyron :** André AIELLO **Sarrians :** Anne-Marie BARDET - Audrey FRANQUET - Alexandre KORMANYOS (à partir de la délibération n°48-24) **Vacqueyras :** Philippe BOUTEILLER **Venasque :** Dominique PLANCHER.

EXCUSÉS AYANT DONNÉ PROCURATION : Alain BREMOND à Alain CONSTANT - Alain BELHOMME à Franck DUPAS - Pauline DREANO à Serge ANDRIEU - Jean-François SENAC à Jaouad ZIATI - Véronique MENCARELLI à Jacqueline BOUYAC - Pierre BOURDELLES à Bertrand de LA CHESNAIS - Joséphine AUDRIN à Louis BONNET - Georges MICHEL à Catherine RIMBERT - Patrice FLAGEAT à Anne-Marie BARDET - Alexandre KORMANYOS à Dominique PLANCHER.

ABSENTS EXCUSÉS : Michel BLANCHARD - Claude MELQUIOR - François ILLE - Patricia OLIVERO

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Jérôme BOULETIN

Conseil communautaire du 8 avril 2024

Délibération n°43-24

Objet : Règlement direct des indemnisations des sinistres dans la limite de 500€

Conseil communautaire du 8 avril 2024

Délibération n°43-24

Objet : Règlement direct des indemnisations des sinistres dans la limite de 500€

Le conseil communautaire,

Considérant le contexte de tension sur le marché des assurances des collectivités territoriales, qui incite la CoVe à chercher à réduire son taux de sinistralité, sachant que plus de sinistres sont déclarés, plus l'assureur risque de résilier le contrat, ou alors il impose de fortes augmentations,

Considérant que le processus de gestion des sinistres par les assurances recourt souvent à des expertises contradictoires et impose une immobilisation de l'objet en cause et surtout un long délai de versement de l'indemnité difficilement compréhensible pour le particulier,

Vu l'avis de la commission des finances dans sa séance du 2 avril 2024,

Entendu le rapport du vice-président délégué aux finances et à la commande publique,

Après en avoir délibéré par un vote à l'unanimité des suffrages exprimés,

Décide

Article 1 : D'AUTORISER la Présidente à indemniser directement et immédiatement la victime d'un préjudice pour lequel la responsabilité civile de la CoVe est clairement engagée, dans la limite d'un plafond de 500 € par sinistre et par victime. Dans ce cas, la compagnie d'assurance de la CoVe ne sera pas saisie.

Article 2 : D'ACTER que chaque prise en charge par la CoVe devra être justifiée par la production, à l'appui du mandat de paiement fait au bénéfice de la victime, des documents suivants :

- facture d'achat du bien détérioré ou tout élément attestant de la possession du bien,
- facture de réparation ou attestation de non réparabilité
- facture d'achat du nouveau bien en cas de non réparabilité
- certificat administratif détaillant les circonstances du sinistre et attestant que la responsabilité civile de la COVE est engagée

L'indemnisation sera calculée sur la base du montant des frais de réparation ou le cas échéant des frais de remplacement du bien détérioré par un modèle identique ou équivalent.

Article 3: DE DIRE qu'un bilan des sinistres réglés dans le cadre de cette procédure sera réalisé chaque année.

le secrétaire de séance,

Jérôme Boulet



Pour extrait certifié conforme

Jacqueline Bouyac
Présidente de la CcVe

la Présidente,

Jacqueline Bouyac

En application des articles R.421-1 et suivants du Code de la Justice Administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères -CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nimes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de sa mise en ligne et de sa réception par le représentant de l'État. Le tribunal administratif peut aussi être saisi par l'application informatique "Télérécours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr